

ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ
Abonnement payable d'avance
Canada—Excepté cité de Québec... 75c.
Cité de Québec et pays étrangers... 1.50
Tarif des annonces : 07 la ligne.
Annonces classifiées 1c. du mot minimum .50 sous.
Pour abonnement et annonces écrire au "Bulletin de la Ferme", 88 Côte de la Montagne, Québec.
Casse postale 129—Télé. 4207

LE BULLETIN DE LA FERME

REVUE TECHNIQUE, HEBDOMADAIRE

Consacrée au Service des Cultivateurs de Progrès

ADMINISTRATION & RÉDACTION

88 CÔTE de la MONTAGNE 88
QUÉBEC

RÉDACTION ET COLLABORATION
Cette revue est consacrée aux intérêts de la ferme et du foyer rural.
Elle est rédigée par un comité de techniciens et de praticiens agricoles, assistés de collaborateurs occasionnels et de correspondants de diverses institutions agricoles. Toute collaboration est sujette au contrôle du directeur.
La correspondance concernant la rédaction doit s'adresser au Directeur du "Bulletin de la Ferme", Casier postal 129, Haute-Ville, Québec.

Volume XI

QUÉBEC, LE 14 JUIN 1923

Numéro 24

Cette page est réservée à la Coopérative Fédérée de Québec.

UN DANGEREUX PROJET

Menace à notre industrie laitière

A propos d'industrie laitière, M. Auguste Trudel a fait publier récemment dans un journal de Montréal une longue entrevue au cours de laquelle il affirme en substance "que la vente de la crème aux Etats-Unis, prend de l'extension, que cette vente de crème est plus payante que la fabrication du beurre et du fromage, que les droits imposés par les Etats-Unis sur la crème Canadienne ne sont pas élevés." Se basant sur ces données, M. Trudel conclut à un changement radical dans le placement de nos produits laitiers; il conseille fortement aux cultivateurs de se désintéresser de la fabrication du beurre et du fromage, et de vendre leur crème aux commerçants américains.

Pour bien établir ce que nous disons plus haut, nous citons les conclusions de l'article en question: "Ce serait donc une grave erreur que de négliger de prendre les moyens de faire bénéficier le cultivateur des avantages que lui offre aujourd'hui le grand marché américain qui, avec sa population d'au-delà de 100 millions d'habitants, constitue un débouché presque illimité. M'est avis que nous devrions nous organiser immédiatement pour expédier aux Etats-Unis, la plus grande quantité possible de crème de haute qualité afin de faire bénéficier les cultivateurs de notre province, des revenus additionnels que leur apporterait ce système de vente de leurs produits laitiers."

"Je vois, par la tournure que prend aujourd'hui le commerce de la crème, une occasion favorable de remédier aux conditions désavantageuses qui nous sont faites par le tarif actuel. En effet, puisque les circonstances nous permettent d'écouler nos produits laitiers sur ce marché qui est à notre portée, au lieu de tenter d'aller l'introduire en compétition avec le beurre de la Nouvelle-Zélande et du Danemark, sur les marchés anglais, voire même en Belgique, tous les intéressés devraient attaquer ce problème qui, je le répète, s'il est solutionné comme il devrait l'être, augmenterait considérablement les revenus de notre industrie laitière."

M. Trudel a-t-il bien réfléchi aux conséquences de son étrange propagande? Sait-il que ce qu'il propose signifie la ruine de toutes nos fabriques de beurre et de fromage? Réalise-t-il le sérieux danger de cette orientation nouvelle qu'il prêche, et qui livrerait nos producteurs de lait aux caprices des commerçants et du tarif américain? Car, c'est cette dernière contingence qui est surtout dangereuse. On connaît les sentiments du gouvernement des Etats-Unis, depuis que nous avons voté contre la réciprocité en 1911. Nos voisins ont constamment élevé la barrière tarifaire depuis cette époque, et le bill Fordney, devenu loi l'an dernier, a pratiquement fermé le marché Américain à la plus grande partie des produits agricoles Canadiens.

M. Trudel prétend que les Américains ont besoin de notre crème, et que c'est la raison pour laquelle ils ne l'ont pas taxée davantage.

Est-il bien certain qu'elle ne sera pas lourdement imposée, dans un avenir assez rapproché?

Ne sait-il pas que les cultivateurs américains, producteurs de lait comme les nôtres, feront une pression auprès de leur gouvernement pour se faire protéger du moment que notre crème, entrant aux Etats-Unis en grande quantité, leur fera une sérieuse concurrence?

Et si tout cela arrivait, comme c'est facile de le prévoir, où en serions-nous? Nous aurions irrémédiablement perdu le marché anglais. Toute notre fabrication de beurre et de fromage aurait été désorganisée, et nous aurions ruiné en plus les 1800 fabriques dont l'efficacité et le perfectionnement, représentent un travail ardu de 35 ans.

Or le jour où nous aurons complété ce criminel sabotage, pour courir après le marché des Etats-Unis, qui ne nous offre aucune garantie, nos cultivateurs Québécois, seront livrés pieds et poings liés aux incertitudes du tarif Américain, et ce qui est peut-être plus à redouter encore, à la rapacité et aux manœuvres louches de certains commerçants. Car il faut prévoir que ceux-ci lorsqu'ils verront nos fabriques fermées, nos fabricants ruinés, et les compétences en fabrication, que le gouvernement a réussi à créer et à entretenir, disparues, sauront s'entendre ensemble pour payer les prix qu'ils voudront, et traiter les producteurs haut la main, parce que ceux-ci n'auront pas d'autre alternative que de vendre leur crème aux prix des commerçants ou de détruire leurs troupeaux.

Or l'industrie laitière est le principal facteur du progrès agricole dans la province de Québec.

La situation, la nature du sol, les conditions climatiques, la nécessité d'augmenter la fertilité de nos terres en culture, nous font une obligation de maintenir cette industrie par tous les moyens à notre disposition, si nous ne voulons pas rétrograder. Ce serait donc assumer un risque énorme que de compter exclusivement sur le marché américain, qui peut nous être fermé au premier jour.

Il n'en est pas ainsi du marché anglais pour le beurre et le fromage, lequel marché nous sera toujours ouvert, et pour y garder la position que nous occupons, nous n'avons qu'à soigner notre fabrication, et ne pas nous laisser dépasser par nos concurrents.

Pour toutes ces raisons il importe donc de ne pas changer notre système de fabrication et de vente, comme le préconise M. Trudel. Ce serait généraliser l'erreur de quelques cultivateurs des Cantons de l'Est, qui ont abandonné leurs fabriques de beurre et de fromage, pour vendre leur crème aux commerçants américains.

Une fois les fabriques fermées et les propriétaires ruinés, ces commerçants américains, ou leurs représentants, devenus maîtres absolus de la situation, ont diminué leurs prix, et les cultivateurs déçus,

(A suivre à la page 398)